

## RAPPORT DE TENDANCES MENSUEL

### COUVRANT LA MIGRATION COMPOSITE VERS, A TRAVERS ET DEPUIS L'AFRIQUE DU NORD

**A propos:** MHUB est le centre régional de connaissances et le secrétariat pour l'Équipe Spéciale en charge des flux migratoires composites en Afrique du Nord, regroupant le DRC, l'OIM, le HCDH, le RMMS, Save the Children, le HCR, l'UNICEF et l'ONU DC. Le centre favorise une approche basée sur les droits de l'homme pour assurer la protection des personnes qui se déplacent dans le cadre de flux composites et complexes vers, à travers et depuis l'Afrique du Nord.

**Portée:** ce bulletin couvre les tendances migratoires composites en Algérie, en Égypte, en Libye, au Mali, au Maroc, au Niger, au Soudan, en Tunisie, en Grèce et en Italie.

**Terminologie:** dans le présent bulletin, les termes migrant, réfugié et demandeur d'asile sont utilisés pour désigner tous ceux qu'englobent les flux migratoires composites. Si la source d'origine spécifie une catégorie particulière, le terme approprié sera utilisé.

**Sources:** les données sont tirées d'une large variété de sources, y compris celles du gouvernement, de la société civile et des médias.



#### CONTACT

info@mixedmigrationhub.org



www.mixedmigrationhub.org



For updates on the Horn of Africa, visit [RMMS](#)

### Le Secrétaire général de l'ONU appelle à un nouveau cadre pour la migration

- Un rapport établi par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé les États membres à ouvrir des voies de migration sûres et régulières et à protéger les droits des migrants, et ce dans un [rapport](#) intitulé « Rendre les migrations bénéfiques à tous », publié le 11 janvier. Le rapport est préparé conformément à la demande de l'Assemblée générale ayant prié le Secrétaire général de contribuer à l'[avant-projet](#) du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (GCM) qui sera adopté en 2018. En soulignant l'adoption du Pacte comme l'une des plus importantes priorités collectives pour 2018, le rapport appelle à réorienter l'approche migratoire et à recentrer l'attention sur les avantages qu'offrent les migrations aux migrants et aux communautés d'accueil, plutôt que sur les risques et les défis. Le rapport demande également de mener un débat sur les migrations qui: a) implique tous les acteurs concernés, y compris les migrants; b) reconnaît la contribution et le leadership des femmes migrantes; c) tient compte des politiques et pratiques qui mettent en danger les enfants migrants; d) et évite le langage déshumanisant.
- Le rapport a appelé les migrants à respecter les restrictions légales nécessaires, relatives à la migration tout en exhortant les États membres à assouplir les politiques migratoires, tout en soulignant les liens de la migration avec le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#). Un appel à élaborer des approches humaines et basées sur les droits de l'homme en termes de gouvernance des migrations figure au cœur du rapport du Secrétaire général.
- D'autre part, le président de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), Francesco Rocca, a déclaré dans un [communiqué](#), en se félicitant du rapport: « La Croix-Rouge et le Croissant-Rouge n'engagent pas de débats sur la nécessité d'avoir moins ou plus de migrations dans le monde. Nous nous soucions de la sécurité et de la dignité des personnes, où qu'elles soient. Les migrants ont les mêmes droits de l'homme que toute autre personne ». Il a également mis l'accent sur le besoin d'étendre l'accès de toutes les personnes en déplacement aux services essentiels et à l'aide humanitaire, et de fournir des protections supplémentaires aux personnes particulièrement vulnérables telles que les enfants non accompagnés. « Les dirigeants du monde entier doivent agir en vue de cesser la mort, le désespoir et les abus le long des routes migratoires », a-t-il ajouté.

### Les pays du sud de l'Europe se réunissent pour un mini-sommet

- Les dirigeants des pays connus sous le nom de « Sept pays du sud », à savoir Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, le Portugal et l'Espagne, se sont rencontrés à [Rome](#) le 10 janvier pour un mini-sommet où la migration figurait en tête des discussions. L'initiative « Sept pays du sud » a été lancée par le Premier ministre grec, Alexis Tsipras en 2016 afin de développer collectivement des plans d'action coordonnés dans des domaines de coopération mutuelle. Dans une déclaration après la réunion, les dirigeants réunis ont affirmé leur engagement à renforcer les frontières sud de l'Europe tout en luttant contre les réseaux de passeurs et de trafiquants et en s'attaquant aux causes profondes de la migration irrégulière. Ils ont en outre discuté de la nécessité de faire preuve davantage de solidarité et de partage des responsabilités entre les pays de l'UE afin d'alléger les pressions exercées sur les pays de première arrivée tels que la Grèce, l'Italie et l'Espagne. S'adressant aux journalistes, le Premier ministre, Tsipras, a déclaré: « Nous devons nous battre ensemble pour mettre en place une politique migratoire marquée par la solidarité envers les pays qui accueillent ces flux massifs ».

### Forum OCDE-ONU sur les données des migrations

- Des représentants d'agences onusiennes, d'organisations internationales, de la société civile ainsi que des statisticiens et des experts politiques se sont réunis à Paris, le 15 janvier, pour prendre part à un [forum](#) sur les données des migrations. La première Conférence internationale sur les statistiques des migrations a été organisée conjointement par l'OCDE, l'OIM et le DAES de l'ONU dans le but de renforcer la collecte, l'utilisation et la diffusion des données sur les migrations. S'exprimant lors du forum, le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing, a déclaré: « Il est important que nous parlions aujourd'hui du besoin fondamental de meilleures données sur les migrations. Toutefois, nous devons d'urgence engager un dialogue sur un plan d'action mondial, un plan permettant aux décideurs politiques et à d'autres acteurs de disposer d'une analyse complète disponible sur les données et statistiques nationales, régionales et mondiales sur les tendances migratoires, un phénomène aussi ancien que l'humanité et aujourd'hui l'un des phénomènes déterminants de notre époque ». Les participants ont discuté des approches innovantes en matière de collecte et de production de données ainsi que des défis et lacunes auxquels sont toujours confrontés les praticiens et les utilisateurs.

### L'OIM lance un appel d'aide de 1,4 milliard de dollars

- L'OIM a lancé un [appel](#) pour mobiliser 1,4 milliard de dollars visant à financer des programmes dans 50 pays et à soutenir plus de 80 millions de personnes vulnérables. Les fonds serviront à répondre aux besoins des déplacés internes, des réfugiés et des migrants, des communautés d'accueil, des rapatriés et des communautés qui se remettent de catastrophes naturelles ou de périodes de conflit. Plus spécifiquement, ce financement sera destiné à la prévention et à la préparation aux crises, à l'intervention d'urgence, à la transition et au relèvement. Au sujet dudit appel, Mohammed Abdiker, Directeur des opérations et des situations d'urgence de l'OIM, a déclaré: « Le monde connaît des situations d'urgence plus complexes que jamais auparavant, laissant des millions d'hommes, de femmes et d'enfants lutter pour leur survie. La programmation humanitaire de l'OIM vise non seulement à sauver des vies, mais également à aider les communautés touchées à se stabiliser, à développer leur résilience et à trouver des solutions. L'impact à long-terme de nos interventions est d'une importance primordiale. »

### **L'Allemagne craint que les réformes migratoires de l'UE ne déclenchent un afflux de réfugiés**

- Le gouvernement allemand [craint](#) que l'amendement prévu par le Parlement européen au [règlement Dublin](#) ne conduise qu'à l'installation de plus de réfugiés en Allemagne. La réforme proposée transfèrera la responsabilité de l'examen d'une demande de protection internationale de l'État d'arrivée vers le pays de l'UE où vit un membre de la famille du demandeur. Dans le cadre d'un tel changement, toute limite imposée au nombre de réfugiés admis en Allemagne serait « caduque », selon une note du ministère de l'Intérieur. Le Parlement européen a présenté la proposition de réforme en novembre 2016. « Si chacun parmi plus de 1,4 million de personnes ayant déposé une demande d'asile en Allemagne depuis 2015 servira de point d'ancrage pour de nouveaux arrivants dans l'UE, alors nous traitons des (nombres) sur une échelle totalement différente par rapport aux regroupements familiaux », a déclaré Ole Schröder, secrétaire d'État parlementaire au ministère fédéral de l'intérieur. Le droit des réfugiés à mettre leurs familles en sécurité a été au cœur des discussions entre les chrétiens-démocrates conservateurs (CDU), parti de la chancelière Angela Merkel, et les sociaux-démocrates (SPD).

### **L'Allemagne ne relocalise plus les réfugiés venant d'Italie et de Grèce**

- Les réfugiés d'Italie et de Grèce [ne seront plus acceptés](#) dans le cadre du programme de relocalisation de l'UE par l'Allemagne. Une porte-parole du ministère de l'Intérieur a déclaré que « l'Allemagne a en grande partie achevé la relocalisation en 2017 avec seulement des arrivées « sporadiques » attendues en 2018 pour des relocalisations qui n'ont pu être réalisées l'année dernière ». Le programme de relocalisation de l'UE a pris fin le 26 septembre 2017. Alors que l'Allemagne était légalement tenue d'accueillir plus de 27,000 relocalisations selon le programme de relocalisation lancé en 2015, elle n'en [acceptait](#) que 10 279 relocalisations en provenance d'Italie et de Grèce. Selon le ministère de l'Intérieur, le nombre de personnes ayant répondu aux critères de relocalisation est bien inférieur aux chiffres prévus. En octobre 2017, la CDU et l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU), son parti allié, se sont [convenues](#) de limiter à 200,000 le nombre de demandeurs d'asile en Allemagne. « Nous visons à atteindre un nombre total de personnes prises en charge pour des motifs humanitaires (les réfugiés et demandeurs d'asile, personnes ayant droit à la protection subsidiaire, membres de famille, les relocalisations et réinstallations moins les déportations et départs volontaires de futurs réfugiés) qui ne dépasse pas 200,000 personnes par an au total », a stipulé l'accord.

### **13,000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile évacués depuis la Libye**

- Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a déclaré que plus de 13,000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont été [évacués](#) depuis la Libye environ deux mois après la publication de rapports dévoilant l'état des personnes réduites en esclavage et vendues aux enchères en dehors de Tripoli. L'objectif de l'UA était d'évacuer 20,000 d'ici mi-janvier, mais Mahamat a insisté sur le fait que la réalisation du plan était sur la bonne voie, en disant: « Je crois que ce processus est en bonne voie, bien qu'il y ait un peu de retard. Déjà, plus des deux tiers ... ont été rapatriés ». Ceux qui ne pouvaient pas retourner dans leur pays ont bénéficié d'accueil en tant que réfugiés au Niger et au Rwanda.

### **Les organisations d'aide humanitaire craignent que 2018 ne devienne une année de rapatriement**

- Des organisations humanitaires de renommée internationale ont publié un [rapport soulignant](#) les dangers auxquels les réfugiés syriens seront confrontés s'ils sont retournés de force dans leur pays. « Des centaines de milliers de réfugiés risquent d'être poussés à retourner en Syrie en 2018, malgré les violences, bombardements et tirs d'obus qui mettent en péril la vie des civils », ont déclaré les organisations humanitaires dans un rapport intitulé « Dangerous Ground » (Terrain miné). 721,000 Syriens sont retournés dans leur pays en 2017, contre 560,000 l'année précédente. Cependant, le rapport a averti que d'autres Syriens, dont le nombre atteint 1,5 million, devraient être déplacés cette année.

### **La nouvelle mission maritime de Frontex n'est pas obligée d'amener les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile en Italie**

- L'Agence européenne de garde-frontières, Frontex, a [lancé](#) une nouvelle opération en Méditerranée baptisée « Themis », le 1er février, se dégageant ainsi de l'obligation définie par la précédente mission « Triton » selon laquelle tous les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sauvés seront débarqués en Italie uniquement. L'Italie a déploré à maintes reprises le manque de solidarité de l'UE en termes de gestion de l'immigration. L'opération précédente de Frontex, dite « Triton », exigeait que toutes les personnes secourues en mer soient conduites en Italie même si un autre pays de l'UE, comme Malte, était plus proche. « L'opération Themis reflètera mieux l'évolution de nouveaux schémas de migration et de criminalité transfrontalière », a déclaré le Directeur exécutif de Frontex, Fabrice Leggeri, dans un communiqué. « Plus de 10 navires opéreront durant l'été, et effectueront des opérations de sauvetage si nécessaire », a indiqué Izabella Cooper, porte-parole de Frontex.

## **ALGÉRIE**

### **L'Algérie appelle à une approche multidimensionnelle de la migration**

- Le ministre algérien des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a [appelé](#) à l'adoption d'une réponse globale à la question de la migration irrégulière lors de l'ouverture de la 14ème Conférence des ministres des Affaires étrangères du Dialogue 5+5, tenue à Alger le 21 janvier. Le Dialogue 5+5, lancé en 1990, regroupe dix pays du bassin méditerranéen, à savoir l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc, et la Tunisie pour la rive sud, et la France, l'Italie, Malte, le Portugal et l'Espagne pour la rive nord. Il a pour but de favoriser une coopération étroite entre les États participants et de développer un programme

commun d'échange d'informations, de gestion conjointe des frontières internationales, des formes convenues de migration de la main-d'œuvre et de migration pour le développement. Lors de l'ouverture co-présidée par son homologue français, Jean-Yves Le Drian, le ministre des Affaires étrangères, M. Messahel, a déclaré: « Notre région fait face au phénomène migratoire, une question fondamentalement humaine, qui requiert une approche globale, intégrant les dimensions de sécurité pour éradiquer les réseaux criminels liés à la traite des êtres humains, les aspects de développement pour lutter contre les causes économiques et sociales, ainsi que le respect de la dignité humaine en conformité avec les droits de l'homme ».

## L'Algérie expulse les migrants irréguliers

- Selon un responsable du Département de la Sécurité algérien, la gendarmerie a [arrêté](#) 2 500 migrants subsahariens irréguliers lors d'incursions menées entre le 28 et le 30 janvier. Les personnes détenues ont été transférées dans des centres de résidence temporaire à la capitale en attendant leur expulsion entre les 1er et 2 février. Beaucoup de femmes et d'enfants auraient été parmi les personnes arrêtées lors des

dernières descentes. L'Algérie a déjà fait l'objet de critiques virulentes portées par [Amnesty International](#) et [Human Rights Watch](#) en octobre 2017 pour son traitement des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile subsahariens qui, selon les deux organisations de droits de l'homme, s'élève en termes de gravité au « profilage racial de masse ».

## ÉGYPTE

### La ministre égyptienne de l'immigration et l'ambassadeur d'Italie en Égypte discutent de la migration irrégulière

- Nabila Makram, ministre de l'Immigration et des Affaires des expatriés, et Giampaolo Cantini, ambassadeur d'Italie en Égypte, ont [discuté](#) des questions liées aux contrôles des migrations irrégulières et aux moyens de lutter contre la traite des êtres humains. De son côté, l'Ambassade d'Italie a déclaré que les autorités italiennes apprécient les efforts déployés par l'Égypte pour lutter contre la migration irrégulière.

- Au cours d'une autre réunion avec une délégation italienne, Makram a [souligné](#) que son ministère tient à soutenir les droits des Égyptiens à l'étranger, et a mis l'accent sur les efforts consentis par l'Égypte pour coopérer avec l'Italie sur l'intégration des Égyptiens en Italie.

## LIBYE

### Incidents maritimes

- 2,045 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont été sauvés au large des côtes de la Libye lors de 12 incidents différents au mois de janvier, ce qui représente une augmentation de 131% par rapport aux chiffres de décembre. Il y a eu 3 décès enregistrés au cours de cette période.

### Retours depuis la Libye

- 1,030 migrants nigériens sont [rentrés](#) au Nigéria entre le 6 et le 8 janvier, selon M. Geoffrey Onyeama, ministre nigérien des Affaires étrangères. En effet, M. Onyeama préside un comité spécial chargé d'enquêter sur les problèmes affrontant les ressortissants nigériens bloqués en Libye, et responsable d'y trouver des solutions. Le comité a également révélé qu'une équipe technique spéciale restait en Libye afin d'identifier et d'aider les Nigériens bloqués.
- Par ailleurs, les autorités marocaines ont [annoncé](#) le lancement d'une opération le 12 janvier en vue de rapatrier 338 migrants marocains bloqués en Libye. C'est la troisième et dernière opération de ce genre menée par le gouvernement marocain en plus des deux précédentes opérations qui ont abouti au retour de 435 personnes au total.

### La NCHRL rencontre des organisations de droits de l'homme et un représentant de l'UA

- Les membres de la Commission Nationale des Droits de l'Homme en Libye (NCHRL) ont rencontré le Représentant spécial de l'Union africaine pour la Libye et plusieurs organisations des droits de l'homme à Tunis, le 16 janvier, pour discuter des questions de migration irrégulière vers et par la Libye. Dans une déclaration après la réunion, la NCHRL a expliqué que les discussions avaient principalement porté sur la situation des migrants subsahariens en Libye et sur le meilleur moyen de faciliter le processus de rapatriement pour ceux qui sont bloqués. Les participants ont souligné l'importance de la coopération continue et accrue entre la société civile, les organisations humanitaires et de secours pour répondre aux besoins et aux vulnérabilités des migrants et des réfugiés en Libye.

### Torture de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile

- Les Forces spéciales de dissuasion de la Libye ont annoncé qu'elles avaient appréhendé, le 21 janvier, des membres d'une bande accusée d'avoir enlevé et torturé des ressortissants étrangers, et qu'elles avaient libéré huit Soudanais enlevés. Les arrestations surviennent après que des [vidéos](#) troublantes, mettant en scène la torture de migrants soudanais enlevés, de réfugiés et de demandeurs d'asile aux mains de leurs ravisseurs, ont été diffusées sur Internet lors de la deuxième quinzaine du mois de janvier. Les vidéos ont été envoyées aux membres de la famille afin d'extorquer des rançons, et ont été par la suite mises en ligne par les familles dans le but de collecter suffisamment de fonds pour libérer leurs proches. Des familles ont déclaré à CNN qu'une somme atteignant 4 500 dollars a été réclamée par les ravisseurs, et que les montants en question devaient être versés aux agents des gangs et même virés directement sur des comptes bancaires à la capitale soudanaise, Khartoum.
- Immédiatement après la parution des vidéos sur les réseaux sociaux, l'Union africaine (UA), par l'intermédiaire de sa Commissaire aux Affaires sociales, Amira El Fadil, a [annoncé](#) qu'elle avait ouvert une enquête. S.E. Mme Amira El Fadil a indiqué que sa dernière visite en Libye, à la suite de révélations sur les «[marchés aux esclaves](#)», avait abouti au retour volontaire de 8,000 migrants bloqués, et ce en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations.

### La Libye ferme les centres de détention de migrants

- Le chef de l'Agence libyenne d'anti-immigration illégale, le général de brigade Mohamed Beshr, a annoncé, le 31 janvier, la fermeture de quatre centres de détention de migrants parmi les autres centres gérés par l'Agence. Bien qu'aucune raison particulière n'ait été avancée pour ces fermetures, le brigadier-général, Beshr, a déclaré qu'il s'agit d'une décision prise dans l'intérêt public et qu'elle va de pair avec les besoins organisationnels de l'Agence.

### Amnesty International appelle l'Europe à mettre fin à la détresse des migrants bloqués en Libye

- Amnesty International a marqué le premier anniversaire de la signature du Memorandum d'accord entre l'Italie et la

Libye en [appelant](#) l'Europe à revoir son approche en termes de gouvernance des migrations et de son alliance avec les autorités libyennes. Au sujet de l'approche de l'Europe, Iverna McGowan, directrice du Bureau d'Amnesty International auprès des institutions européennes et directrice des actions de plaidoyer, a déclaré: « L'Europe doit de toute urgence

placer la dignité humaine la plus élémentaire au cœur de ses politiques migratoires. Si l'Italie est aux commandes, tous les gouvernements européens, qui coopèrent avec la Libye pour contrôler les frontières, partagent la responsabilité du maintien illégal des réfugiés et des migrants dans des centres où se déroulent des horreurs indicibles».

## MALI

### Le Conseil de sécurité est informé sur la situation au Mali

- Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, a [informé](#) les membres du Conseil de sécurité de la situation au Mali, le 23 janvier. Dans une déclaration publiée, le Conseil de sécurité s'est félicité de l'engagement renouvelé entre le Gouvernement malien et deux groupes armés pour le respect des obligations restantes dans le cadre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali d'ici la fin du mois de mars 2018. Les membres du Conseil de sécurité ont réitéré l'importance de prendre des mesures immédiates afin de se conformer aux principales dispositions de l'Accord, et ont exhorté toutes les parties et forces présentes au Mali à tenir leurs obligations en vertu du droit international et à mettre fin à toutes les violations et abus à l'encontre des droits de l'homme.

### La MINUSMA et le HCDH s'inquiètent de la situation des droits de l'homme au Mali

- La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et le Haut-Commissariat aux

droits de l'homme (HCDH) ont [publié](#) un rapport public conjoint sur les droits de l'homme et le processus de paix au Mali. Malgré la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, le rapport a fait état de la situation des droits de l'homme au Mali qui demeure préoccupante. Selon le rapport, entre janvier 2016 et juin 2017, plus de 600 cas de violations et d'abus des droits de l'homme ont été commis et les actes de violence ont fait plus de 2 700 victimes, parmi lesquelles 441 ont été tuées. Cependant, le rapport note des avancées significatives en matière de la Justice transitionnelle, avec l'établissement de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) et le démarrage de la pratique des déclarations des victimes et témoins de violations et d'abus des droits de l'homme. S'exprimant sur le rapport, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, a déclaré: « Le rapport démontre par ailleurs que le respect des droits de l'homme, loin d'être un générateur de tensions, peut contribuer au contraire, à créer un environnement propice à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix ».

## MAROC

### Route de la Méditerranée occidentale

- 1.400 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont [traversé](#) le Maroc pour se rendre en Espagne par la mer au mois de janvier, portant le total des arrivées par la mer pour cette année à 1 400. De plus, 782 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont traversé le Maroc en direction de l'Espagne via les frontières terrestres, au cours du mois de janvier, ce qui porte à 782 le nombre total de personnes ayant franchi la frontière cette année.

### Frontex prévoit une hausse de la migration irrégulière vers l'Espagne en 2018

- L'Agence européenne de garde-frontières, Frontex, s'attend à une [hausse des arrivées](#) en Espagne par la mer cette année, après que le nombre a doublé en 2017. 22,900 personnes ont été identifiées pendant qu'elles rejoignaient l'Espagne via le Maroc ou l'Algérie en 2017, contre 10 231 en 2016. Le directeur de Frontex, Fabrice Leggeri, a déclaré que pendant que les arrivées en Espagne ont augmenté et celles en Italie et en Grèce ont chuté, il n'y a aucun signe révélateur de changements majeurs à cet effet.

### Des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile se noient au large des côtes de Melilla

- Les autorités marocaines et espagnoles ont élargi une opération de recherche et de sauvetage en mer, le 4 février, après que le Maroc a [repêché](#) les corps de 20 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile au large de la côte de Melilla. Les bateaux de sauvetage ont patrouillé dans un rayon plus large avec l'appui d'un hélicoptère de la police espagnole suite à l'incident, craignant que les vents violents et les courants marins aient pu conduire les corps à dériver plus loin.

### Le Maroc accueille la Conférence ministérielle africaine pour un Agenda africain sur la migration

- La Conférence ministérielle pour un Agenda africain sur la migration s'est [tenue](#) à Rabat le 9 janvier, avec la participation de 20 ministres et responsables gouvernementaux africains. La réunion visait à convenir d'une vision commune sur la migration fondée sur le partage de responsabilité, le respect des droits de l'homme et la création de voies de migration régulière. « Cet Agenda suppose un changement de paradigme, une redéfinition de la migration, qui s'appuie sur une démarche introspective et positive ainsi qu'une volonté politique réelle des États, qui ont tout intérêt à ce que la migration se fasse dans un aspect de sécurité, de légalité, de régularité, d'ordre et de respect des droits humains », a [déclaré](#) Nasser Bourita, ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. La conférence s'inscrit dans la lignée des consultations continues avec les partenaires africains en vue d'élaborer un Agenda africain pour la migration, en perspective du prochain Sommet de l'UA qui se tiendra du 22 au 31 janvier. Le Directeur général de l'OIM a salué les efforts du Maroc en déclarant: « Je salue et j'exprime mon appréciation de l'initiative de S.M. le Roi Mohammed VI en matière de migration ».

- Le Maroc a [présenté](#) un projet d'Agenda au cours du 30ème Sommet de l'UA qui s'est tenu à Addis-Abeba le 29 janvier. « Le document se veut flexible, évolutif et juridiquement non contraignant. Il doit être perçu, avant tout, comme une source d'inspiration pour notre action future sur ce dossier », a déclaré le roi Mohammed VI dans un message lu par le Premier ministre marocain, Saad Eddine El Othmani. Il a également noté que la migration africaine est intra-africaine puisque 4 migrants africains sur 5 restent sur le continent. Enfin, il a suggéré la création d'un Observatoire Africain de la Migration pour permettre l'échange d'informations entre les



pays africains, et promouvoir la gestion des flux migratoires.

### **Une femme espagnole reconnue pour avoir sauvé des vies à Gibraltar serait passible d'une peine d'emprisonnement**

- Helena Maleno, une Espagnole installée à Tanger qui dirige une ONG appelée « Walking Borders », [risque](#) une peine d'emprisonnement pour trafic de personnes. Walking Borders surveille le mouvement des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, et appelle les sauveteurs si ces personnes sont en danger lors de la traversée du Maroc en destination de l'Espagne. « Nous ne pouvons pas ouvrir la porte à l'idée que les personnes qui appellent à sauver les gens de se noyer en mer devraient

être emprisonnées. Le crime serait plutôt de s'abstenir de passer ce coup de téléphone », a déclaré Maleno avant sa comparution devant un tribunal à Tanger. Lors d'une ancienne comparution en justice, en décembre 2017, Maleno a été interrogée sur la raison de son appel de la garde côtière espagnole au lieu des autorités marocaines. Elle a répondu: « Je sais que dès que j'appelle une force de police, elle informera sur-le-champ l'autre pays pour leur dire où se situe le bateau. La coopération que j'assure est ainsi disponible pour les deux pays ». Malgré la hausse des arrivées en Espagne en 2017, les services de secours tels que Walking Borders, ont fait en sorte que le taux de mortalité sur cette route soit de 1%.

## **NIGER**

### **Déploiement de troupes italiennes au Niger**

- Le 17 janvier, le Parlement italien a [approuvé](#) le déploiement de 470 militaires au Niger dans le cadre de la lutte contre la migration irrégulière, les réseaux de passeurs et de trafiquants, et les militants islamiques. S'exprimant lors d'une [visite](#) de l'opération EUNAVFOR Med, dite aussi Sophia, le Premier ministre italien, Paolo Gentiloni, a déclaré: « Nous devons continuer à œuvrer, en concentrant notre attention et notre énergie sur la menace de la traite des personnes et le terrorisme dans le Sahel ». L'Italie a déclaré qu'elle procéderait au [retrait](#) de 200 soldats d'Irak et de la moitié de son opération en Afghanistan à un effectif variant entre 1 500 et 750 soldats afin de renforcer sa présence militaire en Afrique du Nord. 30 troupes se dirigeront vers la Libye, ce qui portera le nombre total de troupes à 400, tandis que 60 nouvelles troupes auront

pour destination la Tunisie. La dernière initiative de l'Italie fait partie d'une approche plus large de l'UE pour lutter contre la migration dans les pays de transit tels que la Libye et le Niger.

### **L'OIM au Niger a aidé plus de 10,000 migrants à rentrer chez eux en 2017**

- L'OIM au Niger a indiqué qu'elle avait aidé 3,500 Nigériens à rentrer chez eux depuis la Libye grâce à son programme d'aide au retour humanitaire volontaire (RHV) en 2017, et que plus de 7,000 ressortissants de pays tiers ont reçu une aide au retour dans leur pays d'origine dans le cadre de son programme d'aide au retour volontaire (ARV). La mission de l'OIM au Niger gère cinq centres de transit où ils fournissent aux migrants de la nourriture, des abris, un soutien médical et psychologique et une aide à l'obtention de documents de voyage.

## **SOUDAN**

### **Le Soudan convoque l'ambassadeur libyen au sujet de la torture de ressortissants soudanais en Libye**

- Le ministre soudanais des Affaires étrangères a [convoqué](#) l'ambassadeur de Libye à Khartoum, Ali Muftah al-Mahroug, pour condamner la détention et la torture de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile soudanais en Libye. La convocation est survenue à la lumière de séquences vidéo diffusées sur les réseaux sociaux montrant la détention et la torture d'otages soudanais en Libye. De son côté, l'ambassadeur libyen a exprimé ses profonds regrets et excuses, en indiquant que la vidéo illustre des actes perpétrés par des gangs qui opèrent dans des zones hors du contrôle du gouvernement. Le porte-parole du ministère soudanais des Affaires étrangères, Gharib Allah Khidir, a précisé que les autorités libyennes avaient localisé la zone où les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile soudanais étaient détenus, en confirmant que des dispositions visant à les libérer avaient été prises.

### **Le président soudanais appelle à un retour volontaire accéléré des réfugiés au Tchad et des ressortissants tchadiens**

- Le président soudanais, Omar Al Bashir, a [appelé](#) à l'accélération du retour volontaire des réfugiés soudanais au Tchad et des réfugiés tchadiens au Soudan. Le Président a souligné la nécessité de préparer des sites pour le retour des réfugiés originaires du Tchad en coopération avec le HCR et le gouvernement du Tchad. En décembre 2017, le HCR a [signalé](#) que plus de 4 000 réfugiés tchadiens étaient prêts à retourner dans leur pays d'origine après avoir passé dix ans au Darfour. « Après dix ans passés au Darfour, nous avons appelé les autorités à nous aider à rentrer chez nous en sécurité et dans la dignité, afin de mener une vie stable et de cultiver nos terres », a déclaré Osman Harun Abdallah, un des représentants des réfugiés du camp d'Um Shalaya au Darfour.

## **TUNISIE**

### **Locaux pour le comité national de lutte contre la traite des personnes**

- Le ministre de Justice Tunisien, M. Ghazi Jeribi, a inauguré les locaux du comité national de lutte contre la traite des personnes le 23 janvier. La cérémonie, à laquelle a assisté L'ONU DC et d'autres Organisations Internationales, a pris place le jour de la commémoration du 172ème anniversaire de l'abolition de l'esclavage en Tunisie.

### Arrivées en Grèce

- 1,501 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés en Grèce par la mer au mois de janvier, pour représenter ainsi une diminution d'environ 46% par rapport au nombre d'arrivées du mois précédent (2,574). Il y a eu 1 décès enregistré le long de la route de la Méditerranée orientale au cours du premier mois de 2018.

### Retours vers la Turquie depuis la Grèce

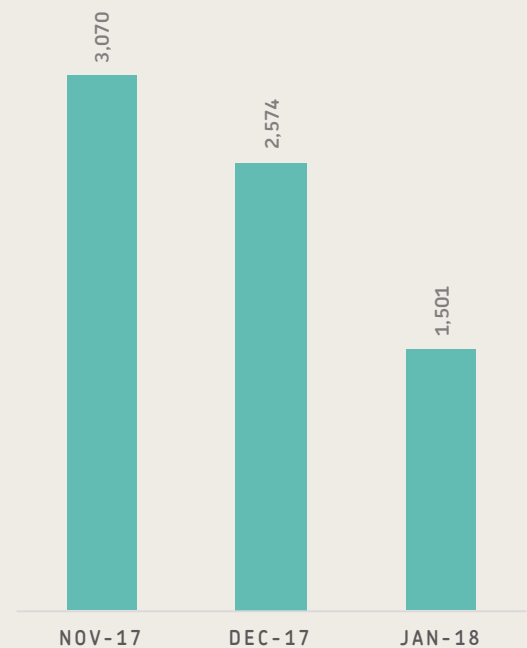
- 57 personnes ont été retournées vers la Turquie au cours du mois de janvier dans le cadre de la Déclaration UE-Turquie. Les chiffres de janvier représentent une hausse considérable par rapport aux 16 retours enregistrés en décembre 2017.

### La Cour de l'UE déclare que les conditions d'un centre grec ne sont pas «inhumaines»

- La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a [statué](#) que les conditions dans le centre d'enregistrement de VIAL sur l'île grecque de Chios ne sont pas qualifiées de « traitement inhumain », et que la détention associée à la mise en œuvre de la Déclaration UE-Turquie n'était pas considérée comme arbitraire. La requête a été introduite devant la cour par trois ressortissants afghans qui ont été arrêtés et placés dans le centre d'accueil de Vial un jour après l'entrée en vigueur de la Déclaration UE-Turquie. Placés dans le camp, ils ont été privés de leur liberté pendant le mois précédant sa conversion en une installation semi-ouverte. Bien que la cour ait statué que la détention n'était ni arbitraire ni illégale, la décision indiquait cependant que les requérants n'ont pas été convenablement informés sur les raisons de leur arrestation et sur les recours à leur disposition pour contester leur détention. La décision intervient à un moment où plusieurs organisations de défense des droits humains tels que Human Rights Watch et le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) ont exprimé leurs inquiétudes

à l'égard des conditions effroyables et dégradantes du camp. S'exprimant sur la décision de la Cour, Natassa Strachini, membre du personnel de l'organisation « Refugee Support Aegean » (RSA/Chios), a déclaré: « Le jugement omet de reconnaître le manque d'évaluation individualisée au sujet de la détention des demandeurs d'asile arrivant sur les îles peu après le moment où l'accord migratoire UE-Turquie est entré en vigueur. Pendant la période examinée par la Cour, le centre de Chios était dépourvu de tout équipement nécessaire».

Arrivées par mer, Grèce,  
Novembre 2017 - Janvier 2018



## ITALIE

### Arrivées en Italie

- 4,256 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés en Italie par la mer au mois de janvier, pour représenter ainsi une hausse d'environ 88% par rapport au nombre d'arrivées du mois précédent (2,268). 215 décès ont été enregistrés le long de la route de la Méditerranée centrale au cours du premier mois de 2018.

### Un candidat à l'élection est arrêté pour avoir tiré sur des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile subsahariens

- Luca Traini, ex-candidat ayant échoué aux élections sous l'étiquette de la Ligue du Nord, parti politique italien d'extrême droite, a été [arrêté](#) pour avoir ouvert le feu sur six migrants, réfugiés et demandeurs d'asile subsahariens dans la ville de Macerata. La police a déclaré que l'attaque semblait être motivée par des raisons racistes. Le maire de la ville, Romano Carancini, a confirmé que les six personnes avaient été blessées, que l'un d'eux souffrait de graves blessures. On [soupçonne](#) que l'attaque aurait pu être perpétrée en représailles de l'assassinat de Pamela Mastropietro, une jeune Italienne de 18 ans. Des appels à la vengeance ont été postés sur la page Facebook de la mère de Mastropietro, quelques jours avant la fusillade menée par Traini. Quelques heures après l'attaque, le Premier ministre italien, Paolo Gentiloni, a appelé au calme en déclarant

que « la haine et la violence ne nous diviseront pas ». Le parti de la Ligue du Nord a, de son côté, signalé que Traini s'est présenté comme candidat aux élections communales de 2017, et a également été accusé d'avoir visé l'un des bureaux du parti par des coups de feu. Matteo Salvini, chef de la Ligue du Nord et partenaire de l'alliance électorale de droite dirigée par l'ancien Premier ministre, Silvio Berlusconi, a condamné la fusillade, mais l'a imputée à la politique d'immigration ouverte de l'Italie qui, selon lui, attisait les tensions raciales.

### Berlusconi promet d'expulser 600 000 migrants irréguliers d'Italie

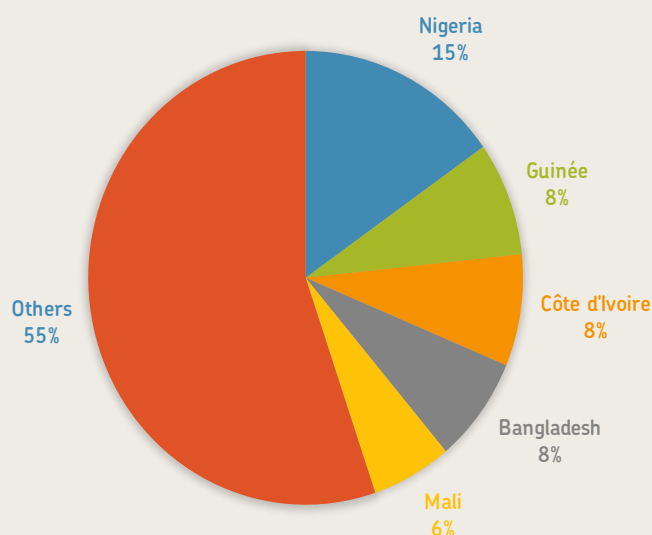
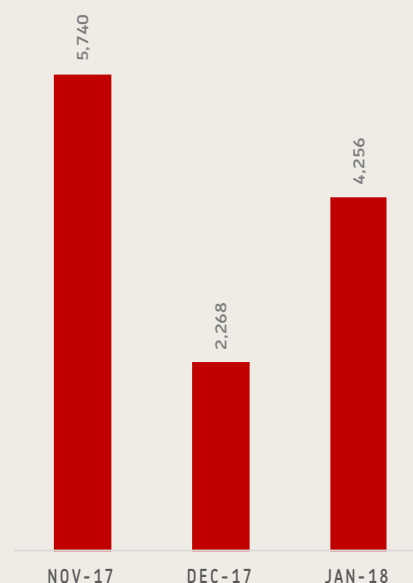
- L'ancien Premier ministre italien, Silvio Berlusconi a promis d'expulser 600 000 migrants en situation irrégulière si sa coalition de centre-droit entre au gouvernement après les élections de mars en Italie. Dans une interview télévisée, Berlusconi a déclaré que l'immigration était une « bombe à retardement sociale prête à exploser à tout moment en Italie » et que « l'immigration est devenue un sujet urgent, car après des années avec un gouvernement de gauche, il y a 600 000 migrants qui n'ont pas le droit d'être ici ». Le parti de Berlusconi, Forza Italia, a conclu une alliance avec deux partis d'extrême droite, à savoir Ligue du Nord et Frères d'Italie. « Lorsque

nous serons au gouvernement, nous investirons beaucoup de ressources dans la sécurité», a-t-il déclaré. « Nous renforcerons la présence de la police et nous réintroduirons l'initiative "Rues en Sécurité" ... Nos soldats patrouilleront les rues avec la police», a-t-il souligné. Berlusconi a accusé l'UE de manquer à ses obligations en termes de partage de la responsabilité des arrivées de migrants, assumée par l'Italie, en déclarant: «Aujourd'hui, l'Italie ne compte pas pour Bruxelles (siège de l'UE) ni pour le monde entier. Nous allons lui redonner la place qui lui revient comme auparavant».

### Manifestation de travailleurs migrants en Calabre

- Une centaine de personnes ont [protêté](#) dans la ville de San Ferdinando suite à un incendie mortel dans une ville de tentes abritant des centaines de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, qui a causé la mort de Becky Moses, une Nigériane de 26 ans. Deux autres femmes ont été grièvement blessées et des douzaines de personnes ont reçu un traitement pour des blessures moins graves. Selon un journal local, Moses avait déménagé au camp quelques jours avant sa mort et après le refus de sa demande d'asile. Selon l'organisation humanitaire italienne, Médecins pour les droits de l'homme (Medu), pas moins de 3 000 travailleurs, dont la majorité ont un titre de séjour valable, vivent dans le camp en pleine saison de récolte, travaillent pour un salaire minime et dorment sans avoir ni électricité ni eau courante, vivant ainsi dans des conditions que l'ONG décrit comme «indignement inhumaines».

Arrivées par mer, Italie  
Novembre 2017 - Janvier 2018



## RESEARCH OF INTEREST

[Dangerous Ground: Syria's refugees face an uncertain future \(Terrain miné: Réfugiés syriens face à un avenir incertain\)](#) - NRC, Save the Children, Action contre la Faim, CARE International, DRC, Comité international de Secours  
Rapport soulignant les dangers du retour des réfugiés vers la Syrie.

[Understanding Child Multidimensional Poverty in Egypt \(Comprendre la pauvreté multidimensionnelle des enfants en Égypte\)](#) - UNICEF, Ministère égyptien de la Solidarité sociale, Agence Centrale égyptienne pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS)  
Rapport mettant en lumière la pauvreté multidimensionnelle affectant les enfants en Égypte.

[World Migration Report 2018 \(Rapport "État de la migration dans le monde 2018"\)](#) - OIM  
9ème Rapport de la série de rapports sur la migration examinant les chiffres et les tendances de la migration à travers le monde.

[Mixed Migration Monthly Summary January 2017](#) - MMP  
Le rapport donne un aperçu des tendances migratoires actuelles au Moyen-Orient au cours du mois de janvier 2018.



# MULTIMEDIA & EDITORIALS OF INTEREST

[IOM Director General: “Migrants are the quintessential agents of development” \(Le Directeur général de l’OIM: « Les migrants sont les acteurs du développement par excellence »\)](#) - France 24

Une interview vidéo avec le Directeur général de l’OIM sur les migrations et le développement.

[Empowering local first responders to reach refugee and migrant women \(Habiller les premiers intervenants locaux à atteindre les femmes réfugiées et migrantes\)](#) - UNFPA

L’UNFPA présente un aperçu sur sa réponse d’urgence pour fournir des soins de santé reproductive essentiels en Grèce.

[Conditions are horrific at Greece’s ‘island prisons’ for refugees. Is that the point?](#) - The Washington Post

Un éditorial du Washington Post discutant des raisons pour lesquelles les conditions sur les îles grecques demeurent horribles.

\*MHub ne garantit ni l’exactitude ni la fiabilité des articles figurant dans son Bulletin Mensuel.